



Annexe 3 – Fiche action

« Accompagnement des PME »

(voir le "[guide méthodologique de mise en œuvre](#)" du Programme régional FEDER-FSE+ 2021-2027)

Une Europe plus intelligente

Fonds	FEDER
Priorité 1	Soutenir la recherche, l'innovation, la transformation numérique et la compétitivité des PME en Île-de-France.
Objectif spécifique 1.3	Renforcer la croissance durable, la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs
Type d'action 1.3.1	Actions d'accompagnement des PME.
Principaux critères de sélection des projets	
Projets financés	- Actions d'accompagnement des entreprises aux certifications en matière de transition numérique et/ou environnementale
Porteurs de projets (groupes cibles)	- Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale ; - Les TPE et les PME ; - Les réseaux d'entreprises ; - Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche ; - Les fédérations professionnelles ; - Les chambres consulaires ; - Les associations régionales.
Temporalité	Réalisation des opérations à partir du 1 ^{er} mai 2025 Durée de réalisation de l'opération : entre 12 et 36 mois
Périmètre géographique	Île-de-France.
Mode de financement	Subvention.
Prise en compte des priorités transversales	L'opération doit contribuer aux quatre priorités transversales suivantes : - veiller au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des fonds ; - prendre en compte et favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre ; - prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap (notamment par la prise en compte de l'accessibilité pour les personnes handicapées), l'âge ou l'orientation sexuelle ; - promouvoir le développement durable.
Analyse de la faisabilité	La faisabilité de l'opération est analysée au regard de : - la capacité financière de l'opérateur à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de l'aide FEDER ;



	<div>- la capacité de l'opérateur à mettre en œuvre les moyens nécessaires, humains et administratifs, pour assurer la bonne gestion de l'aide FEDER ;</div> <div>- la capacité de l'opérateur à respecter les obligations communautaires en termes de publicité ;</div> <div>- la capacité de l'opérateur à contribuer à l'atteinte des indicateurs de réalisation et de résultat.</div>																
Modalités de mise en œuvre																	
Taux d'intervention FEDER	Le taux d'intervention du FEDER doit être compris entre 30 % minimum et 40 % maximum du coût total éligible de l'opération au moment du dépôt de la demande de subvention et à l'issue de l'instruction après ajustement éventuel du plan de financement. Un taux différent pourra éventuellement être appliqué sur dérogation expresse de l'autorité de gestion.																
Coût total éligible	Le coût total éligible retenu par l'organisme intermédiaire de la Chambre de commerce et d'industrie Paris Ile-de-France ne peut pas être inférieur à 300 000 EUR pour une opération cofinancée sur 36 mois (soit a minima 100 000 EUR par tranche annuelle), sauf dérogation exceptionnelle dûment justifiée.																
Options de coûts simplifiés (OCS)	OCS règlementaires	<div>15 %, 40 %.</div> <div>Ces options de coûts simplifiés règlementaires sont développées dans la Partie 3, Fiche méthode 2 « <i>Le financement et le paiement de l'aide européenne</i> ».</div>															
	OCS spécifique	<div>L'utilisation du BSCU relatif aux dépenses de personnel affecté directement à la réalisation de l'opération (sauf stagiaires, apprentis et bénévoles) est obligatoire.</div> <div>Il correspond au montant du coût horaire moyen à appliquer selon le domaine d'activité de l'opération et concerne tous les bénéficiaires, quel que soit leur statut.</div> <div>Concernant l'actualisation des coûts, en fonction du domaine concerné, la révision du BSCU se base sur l'indice mensuel du coût du travail (ICT) calculé au dernier mois de l'année N-1.</div> <div>Il n'y aura pas de révision du coût horaire en cours d'exécution des opérations.</div> <div>Le tableau ci-après présente le coût unitaire actualisé au 10 avril 2025.</div> <table><tr><td>Priorité 1 : Une Europe plus intelligente</td><td>Coût horaire</td><td>Date de référence</td><td>Type d'indice INSEE</td><td>Indice de référence</td><td>Indice au 01/04/2025</td><td>Coût 2025</td><td>Volume horaire annuel</td></tr><tr><td>OS 1.3: Compétitivité des PME</td><td>37,93 €</td><td>31 déc. 2024</td><td>ICT Domaine N : activités de services et administratifs et de soutien</td><td>136,8</td><td>141,5</td><td>39,23 €</td><td>1 607 h</td></tr></table> <div>Les coûts annuels d'un salarié seront plafonnés à 1 607 heures.</div> <div>Par exemple, le coût annuel d'un salarié à temps complet affecté à 100% sur l'opération au titre de la priorité 1 du domaine N sera égal à 39,23€/h x 1 607 h soit 63 042,61 €.</div>	Priorité 1 : Une Europe plus intelligente	Coût horaire	Date de référence	Type d'indice INSEE	Indice de référence	Indice au 01/04/2025	Coût 2025	Volume horaire annuel	OS 1.3: Compétitivité des PME	37,93 €	31 déc. 2024	ICT Domaine N : activités de services et administratifs et de soutien	136,8	141,5	39,23 €
Priorité 1 : Une Europe plus intelligente	Coût horaire	Date de référence	Type d'indice INSEE	Indice de référence	Indice au 01/04/2025	Coût 2025	Volume horaire annuel										
OS 1.3: Compétitivité des PME	37,93 €	31 déc. 2024	ICT Domaine N : activités de services et administratifs et de soutien	136,8	141,5	39,23 €	1 607 h										
Principaux postes de dépenses éligibles	Les critères d'éligibilité des dépenses sont précisés dans la Partie 3, Fiche méthode 2 « <i>Le financement et le paiement de l'aide européenne</i> ». Ces critères seront également rappelés dans l'appel à projet.																



	<ul style="list-style-type: none">- Etudes,- Prestations intellectuelles, prestations de service,- Dépenses de personnel conformément au BSCU présenté ci-dessus.- Dépenses de communication. <p>Les dépenses de fonctionnement non dédiées à l'opération ainsi que les dépenses inférieures à 250 EUR sont intégrées dans un taux forfaitaire (15 %).</p> <p>Les dépenses de formation et les frais de déplacements ne sont pas éligibles à cet appel à projets.</p>	
Justificatifs à produire	Au moment du dépôt de la demande	Les différentes pièces justificatives sont listées dans les annexes qui recensent les pièces obligatoires au dépôt de la demande d'aide et au moment de l'instruction. Elles seront également spécifiées dans l'appel à projet, ainsi que les pièces spécifiques pour chaque thématique.
	Au moment de la remontée des dépenses	<p>Les différentes pièces justificatives sont listées dans la Partie 3, Fiche méthode 2 « <i>Le financement et le paiement de l'aide européenne</i> » ainsi que la Fiche méthode 3 « <i>Les justificatifs participants et destinataires finaux</i> ».</p> <p>Pour les opérations couvertes par le BSCU relatif aux dépenses de personnel, les pièces à fournir pour justifier le temps de travail réalisé par le personnel sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'état récapitulatif des frais de personnel annuel signé par le bénéficiaire qui listera les personnels rattachés à l'opération ;• pour les personnels affectés à taux fixe sur l'opération : des copies de fiches de poste ou copies de lettre de mission précisant le taux horaire et le nombre d'heures fixes passés sur l'opération ;• pour les personnels affectés de manière variable sur l'opération : des fiches de temps ou des extraits de logiciels de temps signés par le personnel et son supérieur hiérarchique.
Attention : Le service instructeur conserve tous les documents dans un dossier unique. Cette obligation s'applique aussi au bénéficiaire de la subvention. En cas de contrôle, ils devront être en mesure de les fournir.		



Aides d'État

Le cadre réglementaire général en matière d'aides d'État est précisé au sein de l'annexe « *Fiche généralités aides d'État* » du "[guide méthodologique de mise en œuvre du Programme régional FEDER-FSE+](#)".

L'application de la réglementation relative aux aides d'État se fait au moment de l'instruction et de l'octroi de chaque financement lorsque la mesure d'aide est susceptible d'être qualifiée d'aide d'État au sens de la réglementation européenne. Si le porteur est soumis à cette réglementation compte tenu de son statut, de son activité, de la nature de l'opération et de la mesure d'aide, l'autorité de gestion vérifiera si l'aide est compatible avec les règles européennes.

La ou les base(s) juridique(s) exposée(s) ci-dessous constituent une indication pour l'analyse de cette compatibilité et n'engage(nt) pas la Chambre de commerce et d'industrie Paris Île-de-France sur la qualification définitive des projets de subventions au regard de la réglementation des aides d'État. Il s'agit d'une indication purement informative sans valeur juridique. Seule la décision finale d'octroi engage l'autorité de gestion sous réserve que le porteur respecte l'ensemble des conditions générales et particulières régissant la mesure d'aide.

Base juridique (susceptible d'évoluer en cours de programmation) :

Les projets qualifiés hors aides d'État, ne respectant pas l'un des cinq critères de l'analyse aide d'État, se feront au cas par cas après instruction du dossier au regard de la communication sur la notion d'aides d'État (2016/C262/01).

Les projets entrant dans le champ des aides d'État pourront être soutenus sur la base d'un des textes suivants :

- Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, modifié par le règlement (UE) n°2023/1315 de la Commission du 23 juin 2023,
- SA.111723 Régime cadre excepté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026,
- SA.111728 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026,
- Règlement (UE) n°1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, modifié par le règlement (UE) n°2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023,
- Méthodologie de l'intermédiaire transparent.



Si l'opération est soumise à un régime d'aide d'État, la règle de l'incitativité de l'aide s'applique (sauf exceptions).

Ce principe vise à garantir que l'aide constitue une incitation à développer des activités ou projets nécessaires et à exclure les aides en faveur d'activités que le bénéficiaire entreprendrait de toute façon, même en l'absence d'aide.

Ainsi, pour démontrer cet effet incitatif, le porteur de projet doit présenter une demande d'aide **avant le début des travaux liés au projet ou à l'activité en question**, qui contient au minimum les informations suivantes :

- le nom et la taille de l'entreprise ;
- une description du projet, de sa durée et de sa localisation ;
- une liste des coûts du projet ;
- le type d'aide demandé et son montant.

Si cet effet n'est pas démontré, alors l'aide n'est pas autorisée.



Commande publique

Il est nécessaire de vérifier la nature juridique de la structure porteuse du projet.

Les **personnes morales de droit public** sont soumises aux règles de la commande publique (État, collectivité territoriale, etc.).

Cas des **personnes morales de droit privé** soumises à la commande publique :

- les « personnes morales de droit privé » créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, et dont :
 - a) soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
 - b) soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
 - c) soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur ;
- les organismes de droit privé constitués par des pouvoirs adjudicateurs dans l'objectif de réaliser certaines activités en commun.

Pour les porteurs de projet non soumis au code de la commande publique

Si le porteur de projet a une procédure interne d'achat, ce sont ces règles qui s'appliquent.

Il est nécessaire de la transmettre au service instructeur.

À défaut les règles ci-dessous s'appliquent :

Les porteurs de projet doivent respecter l'obligation de mise en concurrence pour tout achat de biens, de fournitures ou de services figurant en dépenses directes dans le plan de financement, supérieur ou égal à 1000 € HT.

La mise en concurrence est justifiée par la fourniture d'au moins trois demandes de devis, le(s) devis fournis et une trace écrite de la sélection du candidat (si l'offre choisie n'est pas la moins-disante).

Pour les porteurs de projet soumis au code de la commande publique

Pour les marchés d'une valeur estimée à **moins de 40 000 € HT** (seuils qui sont amenés à évoluer), l'acheteur public a pour seule obligation de choisir une offre pertinente, de faire une bonne utilisation des deniers publics et de ne pas contracter systématiquement avec un même fournisseur lorsqu'il y a plusieurs offres susceptibles de répondre à son besoin.

L'acheteur doit tracer, de manière proportionnée à l'achat, la consultation, l'analyse et les arguments motivant le choix du prestataire. Si une procédure interne d'achat plus contraignante existe, celle-ci s'applique et doit être transmise au service instructeur.

À défaut, les pièces justificatives suivantes doivent être transmises pour tracer les étapes de la procédure de passation (liste non exhaustive) :

- sollicitations éventuelles de fournisseurs, consultation ;
- plusieurs devis, catalogue de fournisseurs présélectionnés ou tout document probant équivalent ;
- note de l'acheteur ou tout élément permettant de justifier la sélection du candidat.

Au-delà de 40 000 € HT (seuil actuel) et jusqu'aux seuils formalisés, les règles des marchés à procédure adaptée s'appliquent (sauf procédure interne d'achat plus contraignante).



Indicateurs	Indicateurs de réalisation	RCO01 - Entreprises bénéficiant d'un soutien dont micro, petites, moyennes, grandes) RCO04 - Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier
	Indicateurs de résultat	RCR02 - Investissements privés complétant un soutien public (dont : subventions, instruments financiers)
La définition des indicateurs et les modalités de transmission des données relatives à ces indicateurs sont indiquées dans la Fiche méthode 1 « <i>de la demande de subvention au conventionnement</i> ».		
Contact	contact-feder-fse@cci-paris-idf.fr	